



L'UA, qui doit exécuter un budget de 280 millions de dollars américains, a indiqué que la plupart des aides promises par les donateurs, prises en compte dans le budget-programme de l'UA pour en couvrir les coûts de fonctionnement, n'avaient pas été reçues.

"Nous n'avons pas reçu toutes les aides promises, ce qui explique la faiblesse de notre budget", a déclaré Mkwezalamba aux journalistes.

L'UA s'est mise en quête de sources alternatives de financement pour ses activités, notamment par le biais de taxes ciblées, par exemple sur les assurances et les devises, mais ces mesures ont soulevé beaucoup de résistance dans certains pays.

La Commission de l'UA a formé un groupe de travail dirigé par l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo afin de rassembler les fonds nécessaires au fonctionnement de l'organisation continentale.

Mkwezalamba a déclaré qu'un partenaire de développement avait par exemple promis de donner 12 millions de dollars pour le budget de cette année, mais avait finalement retiré son financement.

Un autre bailleur de fonds avait initialement promis 32 millions de dollars, mais a ensuite décidé de réduire cette somme à 18 millions de dollars, et finalement à 8 millions.

"Cela signifie que nous ne pourrions pas entreprendre certaines activités. L'exécution du budget est devenue un véritable défi", a déploré le responsable de l'UA.

Il a rappelé que la plupart des fonds promis à l'UA étaient destinés à des programmes pour la paix, la sécurité et l'intégration régionale, et que ces programmes devront être suspendus si les bailleurs de fonds changent d'avis.

L'UA a intensifié ses efforts pour créer trois nouvelles institutions financières, la Banque centrale africaine, la Banque africaine d'investissement et le Fonds monétaire africain. La banque d'investissement serait située en Libye, le Fonds monétaire au Cameroun et la Banque centrale au Nigeria.

Mkwazalamba a déclaré que des consultants avaient été recrutés pour travailler sur les détails de la création de ces institutions, y compris pour ce qui est des textes juridiques.

"Nous recherchons des personnes ayant travaillé au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale pour nous aider à formuler les règles de fonctionnement de ces institutions", a-t-il ajouté.

Source: Xinhua